

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21338 - 79ÈME ANNÉE

Les Réunionnais paient les conséquences du sabotage du plan d'autonomie énergétique pour 2025

Hausse des prix des carburants : le prix de la dépendance énergétique



Si le projet d'autonomie énergétique pour 2025 n'avait pas été démolí par les alliés de certains transporteurs et du lobby du tout-automobile, les Réunionnais ne seraient quasiment plus concernés par les augmentations inévitables des prix des carburants découlant de la spéculation sur celui du pétrole.

Dans moins de deux ans, La Réunion n'importera plus une goutte de carburant pour les transports. C'était l'objectif du plan d'autonomie énergétique lancé en 1998 par la Région Réunion alors présidée par Paul Vergès. Ce projet s'est poursuivi jusqu'en 2010, faisant alors dire à un ministre de l'Environnement en visite, Jean-Louis Borloo, que La Réunion avait un siècle d'avance. La Réunion était en effet une

terre d'expérimentation de solutions visant à se passer du pétrole et du charbon. Le point de bascule décisif vers la mise en œuvre de la civilisation décarbonnée à La Réunion était la mise en service du tram-train alors en construction.

Conséquence d'une simple élection de Conseil régional

Mais en 2010, une simple élection au Conseil régional allait remettre en cause toute cette dynamique et faire passer La Réunion du peloton de tête à l'arrière-garde. Manifestement au service des intérêts particuliers de quelques transporteurs et acteurs du lobby

du tout-automobile, le pouvoir a décidé de démolir tous les projets en cours, en commençant par stopper le chantier du tram-train.

Au bout de 11 ans de ce pouvoir, la dépendance énergétique de La Réunion a atteint des records. A peine 15 % de l'énergie consommée à La Réunion est produite à partir d'énergies renouvelables locales, donc 85 % de la matière première de l'électricité et des transports est importée.

Comment développer le pays sans autonomie énergétique ?

Ce bilan catastrophique est lourdement payé par les Réunionnais à chaque augmentation des prix des carburants. Devant une telle situation, le seul moyen de faire baisser les prix de ces carburants importés ne

repose que sur des manifestations massives. C'est ce qu'avait montré le COSPAR en 2009 : des dizaines de milliers de personnes dans les rues de Saint-Denis et de Saint-Pierre avaient obligé l'État à baisser les prix et à les geler pendant 6 mois.

Mais une telle mobilisation ne résoudrait pas le problème de fond, qui est celui de la dépendance énergétique. Comment construire le développement d'un pays si le prix de son énergie est fixé par d'autres ?

Ceci rappelle la nécessité de retrouver au plus vite la dynamique nécessaire pour rattraper 11 années d'immobilisme et faire de l'autonomie énergétique de La Réunion une réalité au bénéfice de tous les Réunionnais.

M.M.

« Sa in l'anvi d'létshi la marke ali konmsa » In kozman pou la rout

Médam zé méssyé, la sossyété, koz èk mwin sé koz èk in kouyon, mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo masson.

Mézami koméla mi koné pa si i anparl ankò dé shoz konmsa mé dann tan, kan in madame lété an voi d'famiye, la grann pèr èl l'avé, sansa son mari, sé k'èl l'avé in l'anvi té pa kontanté, pars in l'anvi pa kontanté i marke.

Si i marke in l'androi lé pa tro vizib, lé bon, mé si i marke an plin dann milyé la figuir lété pi bon ditou. Sé pou sa ké lo mari téi fé l'impossib pou kontante l'anvi son madam. Mé konm zot i koné in l'anvi lé pa touzour possib kontanté... Si par égzanp lo madam néna in l'anvi d'létshi kan lé pa la sèzon, alé débarboite aou la-dan.

Mézami, mi di azot sa pars sa lété - mé pétètè lé ankò ? - in kroiyanss demoune. Alé mi di azot sa konmsa épi zot i fé sak zot i vé avèk. Sak i kroi, li kroi, é sak li kroi pa, li kroi pa mé li lé prévni kant mèm...

Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van, sipétadyé.

NB Si mi kroi diksyonèr Alain Armand in tash de vin dsi la po, sé in lanvi-naevus — i di sa konmsa.

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Après la réunion entre le ministre délégué aux Outre-mers et les acteurs de la grande distribution

OPMR : « Face à l'urgence de la situation, la responsabilité de chacun doit être rapidement engagée pour aboutir à des résultats concrets »

Après la rencontre entre le ministre délégué aux Outre-mers et les acteurs de la grande distribution à La Réunion, l'Observatoire des prix des marges et des revenus appelle l'État à agir dès maintenant en faisant appliquer la réglementation déjà en vigueur et « en usant surtout de toutes ses prérogatives pour imposer si besoin par la voie réglementaire les changements indispensables pour notre territoire. »

« Dans le contexte inflationniste que nous traversons actuellement, une action efficace contre la vie chère est d'autant plus urgente que la situation sociale est dégradée (Pour rappel, les revenus sont inférieurs, les inégalités plus fortes, les taux de chômage et de pauvreté plus élevés à La Réunion que dans l'Hexagone).

D'après la dernière étude de l'INSEE sur la comparaison spatiale des prix, l'écart moyen des prix entre l'hexagone et La Réunion a augmenté entre 2010 et 2022 de 24 à 37 % rien que pour les produits alimentaires, soit de + 50 %.

Lors de notre dernière assemblée plénière, les 7 enseignes de la grande distribution se sont engagées à participer à un exercice de « transparence ».

Dans le prolongement de cet engagement, le Ministre a pris l'initiative de les réunir en associant également leurs principaux fournisseurs pour les engager dans cette démarche.

Au-delà d'un simple exercice de décomposition des prix proposés par certains lors de cette réunion, plusieurs pistes ont été évoquées, parmi lesquelles :

- la transmission des comptes au tribunal de commerce, qui relève d'une obligation légale de transparence inappliquée sur notre territoire ;

- la transmission des tickets de caisse à l'Insee afin de lui permettre d'affiner son suivi de l'évolution des prix ;

- la suppression des « marges arrières » qui renforcent l'opacité sur la formation des prix et contribue fortement à la cherté de la vie (voir les études de l'OPMR sur la question).

Avec plus de 85 % de part de marché sur la consommation alimentaire de détail, la responsabilité sociale des enseignes locales leur impose des engagements forts vis-à-vis de la population qui doivent enfin se traduire par des actes et des résultats tangibles. Cet effort de transparence doit bien sûr être élargi à tous les maillons de la chaîne de la distribution alimentaire.

Face à l'urgence de la situation et l'inertie des acteurs économiques, l'État doit également prendre ses responsabilités :

- en utilisant d'abord toutes les ressources que lui permettent d'ores et déjà la réglementation en matière de concurrence et de consommation ;

- en usant surtout de toutes ses prérogatives pour imposer si besoin par la voie réglementaire les changements indispensables pour notre territoire.

Comme les nombreux rapports remis par l'OPMR l'ont déjà montré, cela passe non seulement par l'interdiction des marges arrières mais aussi par des mesures fortes permettant de lutter plus efficacement contre les positions dominantes et ce, pas seulement dans la grande distribution alimentaire mais dans tous les secteurs de l'économie locale.

Qu'elles soient initiées par l'État ou bien les acteurs privés, l'OPMR se tient prêt à accompagner toutes les initiatives qui permettront de lutter efficacement contre la vie chère. »

Oté

Mwin la rèv lo pri l'éssanss la bæssé... Mé sé lo kontrèr k'larivé

Mézami so matin kan mwin la lèvé, mwin la di dann mon kèr si possib mi sava anparl avèk zot lo bate-karé lo minist l'outre-mèr l'aprè fé dopi inn-dé zour issi la Rényon. Mi dizé an mwin mèm, sirman dann toute sak la télé i rakonte é toute lo tan k'i pran pou anparl anou lo bate karé lo miniss issi shé nou, sirman mwin noré trouv in sizé pou anparlé.

Akoz pa lo pri l'éssanss an bèss ?

Sirman mwin noré vi, konkrètman in miniss an plène kapassité son bann moiwin kossa li lé kapab fé pou nou dann noute sityassion par raporte noute bann problèm. Pars dopi lo komansman son sézour li la bien fé konprann anou k'avèk li lé shoz téi sava pa pass konm avan é si téi falé sévir konte dsi li pou sévir. Nou va oir, nou va oir, sak nou va oir.

Donk mwin té i atann lo zanons é mwin té i di dann mon kèr lé sir lo miniss i sava mète kao la vi shèr é lokazion lété bon pars lo promyé i spass touzour kékshoz é so kékshoz — la sé lo nouvo pri bann karbiran... lo traka bonpé demoune issi kan i ariv lo moi nouvo. Shakinn i di : i goumante i goumante pa, i bèss i bèss pa ? Sirman i sava fé in zèss é si l'éta téi fé konm la Réjyon avèk lo départman. Banna la blok lo gaz é si l'éta téi blok l'éssanss. Oila de koi fèrm lo také in pé k'i panss l'éta i pé pa arien kont la vi shèr.

Sa i tonb bien, yèr matin mwin l'avé bézoin mète inn-dé dégou l'éssanss dann mon kok loto. Oila ké mi sava la stassion pou mète l'éssanss kèr klèr, kontan vèye pa, sir ké mon rèv i sava rante dann la réalité mé oila mwin lété pankor ariv laba ké la radio té fine anonss la goumantassion lo pri sipèr épi lo pri gazoil. Pinss amwin ! Mé mwin lé bien révéyé, é l'éssanss la goumanté mèm é anpliské sa, dann in zoinal téi di la pa fini pars bann prodiktèr, patati, patata, dè kanar pou in poul étsétéra étsétéra la ké lo ra.

Néna dé zour i vo myé rèss dann li pou pa aprann mové nouvèl. A bon antandèr.

Justin